



Fédération des syndicats de travailleurs du rail
17 boulevard de la Libération - 93200 - Saint Denis
Tél : 01 42 43 35 75 - Fax : 01 42 43 36 67
sud.rail.federation@gmail.com
www.sudrail.fr



Liaison Nationale des Retraité-e-s SUD-Rail

Tél : 01 42 43 99 77 - Permanences tous les jeudis - <http://www.retraitesudrail.org> - liaisonretraites@retraitesudrail.org

Saint-Denis le 1^{er} décembre 2020

MAIS DANS QUEL PAYS VIVONS-NOUS ?

Dans quel pays la pandémie de COVID-19 frappe-elle très fort, trop fort, nous hissant au sommet du podium européen des contaminations, triste record dont nous nous serions bien passés ?

Dans quel pays la gestion de cette crise sanitaire est-elle gérée par des incompetents, des technocrates hors-sol et sûrs d'eux, méprisant le peuple en l'infantilisant ?

Dans quelle nation le chef de l'état, se prenant pour Napoléon IV, décide de tout et tout seul, dans la plus grande opacité, se mêlant de tout, intervenant quand ça lui chante à la télévision, pour indiquer à la population comment se laver les mains ?

Dans quel état moderne d'Europe un conseil de défense opaque, qui ne rend de comptes à personne, conseille le monarque, ses ministres et les hauts fonctionnaires pour qu'ils ânonnent des inepties qui feraient pouffer de rire un gamin si la situation n'était si grave ? Citons à titre d'exemple quelques perles qui devraient, dans un pays civilisé, faire se terrer de honte celles et ceux qui profèrent de telles âneries, comme par exemple le Premier comique, euh, pardon, Ministre, Jean Castex, avec des « recommandations concrètes et impératives pour les fêtes » ! Lesquelles ? Le menu, ou le plan de table ? Ou aussi, Alain Griset, inconnu au bataillon et pourtant ministre des PME, visé actuellement par deux enquêtes judiciaires, expliquant « qu'il faut renouveler l'air des magasins en ouvrant portes et fenêtres » ! Au lieu d'enfoncer les portes ouvertes, il ferait mieux de fermer hermétiquement son orifice buccal ! Ou encore Elisabeth Borne, ministre du travail, qui n'a pas peur de les dépasser en affirmant « qu'il faut que les stations de ski embauchent des saisonniers » alors qu'on apprend qu'elles resteront fermées au moins jusqu'au 20 janvier. Plus fort, devant le tollé provoqué, nos crânes d'œuf tentent une conversion dans la poudreuse, stipulant que les stations de sports d'hiver pourront ouvrir mais pas les remontées mécaniques ! Certes, cela permet encore de gravir les sommets à peau de phoque, de faire de la raquette et de déguster la raclette, accompagnée d'un bon Fendant tellement ils nous fendent la gueule ! Ubu, réveille-toi ils sont devenus fous !

Citons encore la saillie de Rémy Salomon, haut pont de des Hôpitaux de Paris, homonyme du directeur de la Santé (non, non, pas la maison d'arrêt, mais celui qui égrène chaque soir sa sinistre litanie du nombre de morts quotidien du virus !) l'autre Salomon, donc, explique que

pour les protéger, « Papy et Mamie mangeront leur bûche de Noël à la cuisine pendant que le reste de la famille festoiera dans la salle à manger ». Voilà un Salomon qui a de drôles de jugements !

Non, vous ne rêvez pas, ces inepties ne sont pas inventées, elles ont été proférées avec sérieux dans les médias par de hauts dirigeants d'un certain pays. Mais lequel ?

Allez, un indice : c'est un pays qui a élu comme président un banquier d'affaire, mis en selle politique par l'ancien président, autoproclamé « ennemi de la Finance » qui aura durablement écorné l'image de la gauche. Ce petit Monsieur poursuit assidument la politique ultralibérale de destruction des acquis sociaux déjà bien entamée par son prédécesseur. A tel point que le pays-mystère dont nous parlons possède un taux de chômage inquiétant, pendant que le CAC 40 prospère malgré la crise sanitaire, et que le nombre de sans-abris atteint désormais les 300 000, soit deux fois plus qu'en 2012, avec 10% de plus d'allocataires du RSA. Bref, un pays qui se veut moderne et dynamique, mais qui produit par son action dogmatique au seul service des puissants de la misère digne d'un pays du tiers-monde !

C'est un pays où, pendant que les petits commerces ferment les uns après les autres, suite aux mesures arbitraires et dénuées de logique, les bénéficiaires des multinationales de vente en ligne explosent. C'est un pays où, pendant que les classes laborieuses peuvent se contaminer en s'entassant dans des transports publics surchargés, d'autant plus que les décideurs ont jugé bon de réduire la fréquence des dessertes, rentabilité oblige, les promeneurs sont contraints de se balader avec application GPS et montre bien réglée pour ne pas dépasser les temps et distances décrétés arbitrairement. C'est un pays dans lequel la bureaucratie tatillonne atteint des sommets, obligeant les citoyens à dûment remplir une attestation ridicule qui ne protège en rien des virus, en espérant ne pas se tromper de case en cas de contrôle d'une police aux ordres qui doit elle-même faire du chiffre et renflouer les caisses de l'état mises à mal par les cadeaux fiscaux octroyés aux plus riches.

Et l'on pourrait citer presque à l'infini les aberrations de ce pays où il fait bon vivre pour les plus aisés, comme la bureaucratie sourcilieuse, les discours mièvres et infantilisants des autorités, la vision uniquement comptable d'un aréopage de technocrates qui, après l'épisode lamentable des masques et des tests, vont nous faire adorer la prochaine gestion de vaccins, soyons-en sûrs. Ce pays, qui est celui de Courteline, aime empiler les règlements stupides qui stipulent, par exemple, que les écoliers peuvent fréquenter l'école en « présentiel » (c'est aussi un pays qui se délecte de mots-valise prétentieux), mais seulement en partie pour les lycéens, et surtout pas pour les étudiants universitaires ! C'est aussi la contrée des normes intangibles, comme celle qui dicte que les cultes peuvent reprendre, mais sans dépasser la jauge de 30 fidèles par église, sans tenir compte de la taille de l'édifice ! La capitale de ce pays loufoque vaut bien une messe !

Mais il y a bien plus grave que toutes ces billevesées qu'on dirait tout droit sorties de l'esprit d'Alfred Jarry composant son Ubu-Roi. Car, dans ce drôle de pays, le ridicule ne tue pas, mais la police, si !

Depuis quelques années, il ne fait pas bon manifester dans les rues, les gilets jaunes en savent quelque chose, ayant pour plusieurs d'entre eux perdu qu'un œil, qu'une main, lors des violentes échauffourées qui ont émaillé les cortèges. Et ils ne sont pas les seuls : que ce soit pour des motifs syndicaux, politiques, sociaux, sociétaux, environnementaux, les manifs sont

de plus en plus entachées d'incidents sérieux qui sont la plupart du temps alimentés par l'attitude provocatrice et hostile des forces de police. Cette tendance a comme par hasard pris de l'ampleur durant le gouvernement précédent celui de l'Empereur Manu 1^{er}, mais, sous son règne, la machine infernale s'est emballée : Rappelons-nous la militante niçoise septuagénaire bousculée et jetée à terre lors d'une manif contre les retraites. Rappelons-nous les méthodes crapuleuses d'un Benalla, petit protégé du Monarque, tabassant avec sa milice des manifestants lors d'un premier mai, lesquels ont par ailleurs été gazés comme jamais. Et n'oublions pas les cheminots malmenés et placés en garde à vue lors des manifestations de l'automne 2019. Pire, des citoyens ont récemment perdu la vie lors de charges de ceux qu'en d'autres temps on appelait les « gardiens de la paix » et qui ne sont plus désormais que ceux de l'ordre établi, qu'ils défendent avec rage, sûrs de leur impunité. Evoquons le cas de ce jeune mort noyé lors d'une fête de la musique, à la suite d'une charge de dispersion. Citons aussi le cas d'un livreur qui, lors d'un contrôle de routine en pleine ville, est mort étouffé. Et, tout récemment, le tabassage en règle d'un musicien massacré chez lui, insultes racistes en prime, et qui aurait pu tout aussi bien succomber aux coups de policiers en furie. Non, le pays en question n'est pas les Etats-Unis, mais il s'en rapproche dans ses comportements sociaux.

Trop c'est trop, à un tel rythme, avec une telle fréquence, on ne peut plus parler de cas isolés, de circonstances accidentelles, mais bien d'un grave problème structurel d'éthique et de comportement des forces de l'ordre. Des éléments extrémistes, aux méthodes fascistes, se sentent pousser des ailes, couverts par leur hiérarchie, excités par les directives et les déclarations inadmissibles du sadique préfet de police de la capitale de ce beau pays, et dont il serait temps d'obtenir à minima la démission. Le jeu trouble de certains syndicats policiers qui jettent de l'huile sur le feu est aussi à dénoncer. Mais le plus inacceptable, c'est la réaction des politiques au pouvoir, et en particulier du chef de la Nation, qui, certes, se déclare choqué (les bonnes paroles ne mangent pas de pain), mais, qui, en même temps, défend avec son ministre de l'intérieur discrédité des mesures visant à garantir encore un peu plus l'impunité de ceux qui déshonorent leur profession, tout en entravant le travail des journalistes et la recherche de la vérité. Ce projet de loi, inique et liberticide, indigne d'un Etat de droit, est actuellement débattu sous tension à l'assemblée nationale (qui dans ce pays se situe place de la Concorde, quelle ironie !) Il faut dénoncer cette infamie, et notamment le fameux article 24 qui punirait ceux qui filment et peuvent ainsi dénoncer preuves à l'appui les exactions. Sans ces témoignages, il n'y aurait vraisemblablement pas eu d'affaire Benalla, et le pauvre musicien massacré ces jours-ci serait actuellement mis en examen. L'attitude de l'exécutif est inadmissible : il y a la fièvre dans le pays, et il veut confisquer le thermomètre ! Vouloir flouter les policiers véreux, c'est du floutage de gueule !

Devant le tollé de ces mesures antirépublicaines, le premier ministre tente une manœuvre dilatoire, en voulant créer une commission indépendante pour la « réécriture » de l'article 24, court-circuitant d'autant plus un parlement déjà bien mis à mal par ce gouvernement. Il a depuis été obligé piteusement de faire machine arrière, mais le mal est profond. Certes, les graves problèmes d'un maintien de l'ordre dévoyé ne datent pas d'hier : déjà, avec la suppression de la police de proximité par un ancien petit président de la République, qui exigeait une politique du chiffre et de la répression, le ver était dans le fruit. Mais force est de constater que sous la magistrature actuelle les faits de graves manquements à l'éthique républicaine du maintien de l'ordre, ainsi que la quasi-impunité de leurs auteurs, ont enregistré une dérive très inquiétante, faisant glisser ce pays (qui est, autre indice, celui de

Montesquieu et de l'esprit des lois et de la séparation des pouvoirs) dans le camps des pays autoritaires, avec une démocratie fragilisée qui suscite l'inquiétude et la réprobation d'instances internationales et des défenseurs des droits de l'Homme.

Bien sûr, ce pays en pleine dérive dont nous parlons, c'est le nôtre, c'est la France, pays que ses propres habitants ont de plus en plus de mal à reconnaître tant ses principes sont mis à mal.

Mais dans quel pays vivons-nous ? Nous barbotons actuellement en plein marasme politique, social et économique. Les grandes valeurs inscrites aux frontons de nos édifices publics sont quotidiennement bafouées par ceux qui devraient en être les gardiens. Nous n'avons jamais dans notre histoire récente connu une situation aussi délétère, dangereuse et explosive. Le fait que les citoyens aient peur de ceux censés les protéger, et n'aient plus aucune confiance en leurs hommes politiques pourtant garants de l'unité et de la sécurité nationale, a de quoi nous inquiéter. Il est grand temps de retrouver le chemin de la sérénité et de la justice. Mais pour cela, il faudra bouter hors du pays les ploutocrates nuisibles et incompetents qui ont permis et couvert cette descente vers l'abyme. Rendez-vous dans la rue, rendez-vous dans les urnes !

Le Bureau de la Liaison Nationale des Retraité-e-s SUD-Rail